

Arlette GROSSKOST

*Haut-Rhin (5^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 17 juin 2007

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Cesse d'être apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 13 décembre 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 13 décembre 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Représentante titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Juge suppléante de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 11 août 2007]

Cesse d'être membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 7 novembre 2007]

Rapporteuse du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire (n° 411) [30 janvier 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juillet 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 156 tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale pour établir des règles de transparence concernant les groupes d'intérêt [11 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire (n° 411) [16 avril 2008] (n° 817)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire (n° 945) [17 juin 2008] (n° 962)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [24 octobre 2007] (p. 3153)

Emploi. ANPE. Chômeurs, droits et obligations [15 avril 2008] (p. 1565)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 220, posée le 29 avril 2008. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 3551). Appelée le 29 avril 2008. Bassin de Mulhouse (p. 1746)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 15)

Thème :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : croissance (p. 15)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 90 de M. Jacques Remiller (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)

Son intervention (p. 1902)

Thèmes :

Entreprises : développement économique (p. 1903)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 1902)

Entreprises : fusion transfrontalière : Union européenne (p. 1902)

Entreprises : gouvernement d'entreprise : information (p. 1903)

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 1902)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 1902)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 1903)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1908 à 1917)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Ses interventions (p. 1908 et s.)

Ses amendements n° 87 à 92 : adoptés (p. 1908 et s.)

Article 3 (participation des salariés aux travaux des organes d'administration de la société absorbante ou issue de la fusion transfrontalière)

Son intervention (p. 1911)

Article 4 (extension du délit d'entrave à la constitution et au fonctionnement des instances de participation de la société issue de la fusion transfrontalière)

Son intervention (p. 1912)

Article 5 (futures règles sur la participation des salariés aux organes d'administration de la société absorbante ou issue de la fusion transfrontalière)

Son intervention (p. 1912)

Son amendement n° 93 : adopté (p. 1912)

Ses amendements n° 94 rectifié à 98 et 101 : adoptés (p. 1912)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 118 de la commission (protection des salariés membres du groupe spécial de négociation ou du comité de la société issue d'une fusion transfrontalière ou d'une société coopérative européenne) (p. 1913)

Article 8 (entrée en vigueur des dispositions des articles 5 à 7)

Son intervention (p. 1913)

Article 9 (opérations de fusions transfrontalières éligibles aux dispositions du chapitre Ier du projet de loi)

Son amendement n° 102 : adopté (p. 1913)

Article 10 (possibilité de non-établissement du rapport de l'expert indépendant sur décision unanime des associés en cas de fusion)

Son intervention (p. 1914)

Article 12 (extension aux obligataires des sociétés à responsabilité limitée (SARL) des garanties particulières prévues pour ceux des sociétés anonymes)

Son intervention (p. 1914)

Article 14 (appel de l'opposition du procureur de la République pour des raisons d'intérêt public)

Son intervention (p. 1914)

Son amendement n° 103 : adopté (p. 1914)

Article 15 (dispositions nationales de droit commun relatives à la société coopérative européenne)

Ses interventions (p. 1914 et s.)

Ses amendements n° 104 à 106 et 110 : adoptés (p. 1914 et s.)

Article 19 (modalités de rachat des certificats coopératifs d'investissement et d'associés en l'absence de stipulation spécifique dans le contrat d'émission)

Son amendement n° 112 : adopté (p. 1915)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 75 de la commission (insertion d'un chapitre II bis : dispositions diverses) (p. 1916)

Intervient sur l'adt n° 76 de la commission (coordinations des règles relatives à l'implication des salariés dans la société coopérative européenne) (p. 1916)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 77 de la commission (insertion d'un titre III bis : dispositions applicables aux sociétés coopératives) (p. 1916)

Intervient sur l'adt n° 78 de la commission (unions de sociétés coopératives de consommation) (p. 1916)

Intervient sur l'adt n° 79 de la commission (fixation du capital social maximal d'une société coopérative) (p. 1916)

Article 23 (informations transmises aux actionnaires par les organes sociaux d'une société anonyme de type moniste)

Son intervention (p. 1916)

Article 24 (informations transmises aux actionnaires par les organes sociaux d'une société anonyme de type dualiste)

Son intervention (p. 1916)

Article 25 (attestation des commissaires aux comptes sur les informations données aux actionnaires s'agissant de la gouvernance interne des sociétés anonymes)

Son intervention (p. 1916)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 84 de la commission (régime de transparence des sociétés ayant leur siège en France et faisant appel public à l'épargne en matière de gouvernance) (p. 1916)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 85 de la commission (modification de l'intitulé du titre V) (p. 1917)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3660)

Son intervention (p. 3661)

Thèmes :

Agriculture : coopératives (p. 3662)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 3662)

Impôts et taxes : coopératives (p. 3662)

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 3661)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 3661)

Sociétés : société européenne : siège social (p. 3661)

Union européenne : directives (p. 3662)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 3661)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4958)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4959)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4958 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4959)

Travail (p. 4959)

Travail : négociations : salaires (p. 4959)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Après l'article 1^{er}

Intervient sur l'adt n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur les adts identiques n°s 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)